

COVID 19.
Premiers enseignements d'une catastrophe inscrite dans la globalisation.

Taoufik BOURGOU

The Day After

Avec le COVID19, c'est certainement une page de la globalisation qui se tourne, en même temps que la fin d'un mode de gouvernance et de gestion de l'urgence. Ce sont des interrogations au centre de la sécurité nationale, de la sécurité des Etats et des populations qui se posent.

Dans l'épilogue du film de Robert Emmerich *The Day After Tomorrow* (2004) le soleil triomphe d'une ère glaciaire aussi soudaine que meurtrière. Ce miracle ne surviendra pas dans notre monde aux prises avec le COVID19. Le retour o une vie « normale » ne sera ni soudain, ni bref, ni complet, après demain ne ressemblera en rien à avant-hier.

La catastrophe obligera à tout reconsidérer, sauf à être condamnés à revivre une nouvelle catastrophe à brève échéance. Or, nombre de virologues, de spécialistes des risques du vivant préviennent du caractère éminemment récurrent de ces nouvelles épidémies.

SRAS, COV-MERS, ZICA, EBOLA, COVID 19 : une simple recension de leurs récentes apparitions montre d'ailleurs une augmentation de leurs fréquences et l'alourdissement de leurs impacts respectifs. Bien sur, ces catastrophes du vivant ne sont ni comparables, ni en lien les unes avec les autres. Elles surviennent dans des régions du monde assez éloignées les unes des autres. Néanmoins, la thèse d'une épidémie planétaire a été évoquée dès 2003, soit dix-sept ans avant le COVID19.

Pour cette génération, pour le contexte qui le notre, cette catastrophe sanitaire, la catastrophe économique qu'elle va induire, le changement climatique, constitueront les trois défis majeurs d'un court terme sanitaire, d'un moyen terme économique et d'un long terme écologique.

Dans le combat contre le virus, comme dans la nécessaire réorganisation des politiques du risque, il faut avoir la lucidité de souligner que nous sommes face à une page blanche. Ceux qui gouvernent sont dans l'obligation de faire émerger de nouveaux paradigmes de la sécurité et pour de nouvelles politiques de la sécurité et certainement de nouvelles politiques économiques et sociales. Il est indéniable que le risque et la catastrophe vont réécrire tout notre rapport au politique.

Le fait imprévisible, fulgurant, hyper-contaminant, irréversible, n'était pas jusqu'alors ou insuffisamment envisagé (au moins théoriquement) dans les modalités de gestion des sociétés complexes du XXIe siècle. C'est autour de ce type de faits que devrait se structurer le politique de demain, tant en santé, qu'en environnement ou en sécurité, voire en criminalité.

La catastrophe mondiale du COVID19 constituera sans nul doute une césure fondamentale dans la globalisation. Quoiqu'en pensent certains, économiquement l'impact du COVID19 n'a rien de comparable avec les crises économiques de référence : 1929 ou 2008. Certes, la récession sera inédite.

La catastrophe actuelle n'a rien de comparable avec les deux crises de référence. Celles de 1929 et de 2008 n'avaient pas une composante « risques du vivant » ou « catastrophe majeure » comme précurseurs. Ceci est indéniable. Cependant, le COVID19, catastrophe du vivant de dimension planétaire aura des incidences économiques catastrophiques, il s'agit d'une cause extérieure, « extra-économique » qui a grippé, voire stoppé une machine économique globalisée par l'équation du moindre coût.

Même si depuis le début des années 2000, depuis Ebola (2000/2001), le SRAS (2002/2003), H1N1 (2009/2010) de nombreux scientifiques avaient alerté de la possible survenance d'une crise sanitaire de dimension planétaire aussi fulgurante, globale que meurtrière, rien dans les faits n'a été entrepris pour internaliser une telle hypothèse dans les modèles économiques, encore moins dans les modes de gouvernance. Certes, la menace terroriste dans le sillage du 11 septembre avait été internalisée, comme un risque géopolitique. Mais sa nature, son impact sont très différents d'une pandémie induite par un virus inconnu pour lequel on ne dispose ni de teste de dépistage, ni vaccins, ni médicaments et qui a épousé les voies de la globalisation pour se propager.

La quarantaine, vieille solution archaïque, d'un monde où les cercles d'interactions sociaux réels étaient limités, est réactivée comme modalité d'administration des conduites et des personnes. Son impact sur des économies sur-urbanisées, dans des sociétés structurées autour de l'activité professionnelle comme temps social quotidien central, s'est muée en une catastrophe économique. Le confinement du monde produira des effets localement, on l'espère sanitaire. Mais la catastrophe doit reposer la question des voies de transmission depuis la Chine vers le reste du monde. A ce jour, nombre de questions restent sans réponse.

Quand a démarré la crise du COVID19 ? Où a-t-elle démarré ? Quelle est la source réelle de la contamination ? Comment s'est-elle transmise à l'homme et pourquoi ?

Des questions simples qui doivent occuper à la fois des spécialistes des catastrophes sanitaires et ceux de la gestion des risques et de catastrophes. Mais en attendant les réponses qui vont déclencher la controverse, on peut dans le champ de la gestion des crises majeures interpeller sur un certain nombre de points.

Le COVID19 sera le Tchernobyl chinois, ce sera un point tournant dans les rapports entre la Chine et le reste du monde. Il faudra au monde observer un temps d'analyse critique quant au poids économique et politique de ce pays dans le monde. Mais l'attitude de l'autre puissance, les Etats-Unis et ses carences nous interrogent aussi. On doit s'interroger sur l'éclipse de l'Europe, sur l'indigence des systèmes de santé à travers le monde, sur l'impossible gestion des masses de populations, sur-urbanisées. La sur-cohabitation dans des espaces restreints les a transformés en clusters épidémiques, là aussi un regard neuf s'imposera.

Un « Tchernobyl » chinois.

La catastrophe du COVID19 sera pour notre temps, ce que fut Tchernobyl pour le monde bipolaire. Elle sera pour la Chine, ce que fut l'explosion de la centrale ukrainienne pour l'Union Soviétique. 1986 a été une date marquante dans l'histoire mondiale, 2020 le sera certainement.

Les incidences sanitaires et économiques globales vont interroger directement le statut de la Chine qui prétend au rang de première puissance. La Chine ne pourra pas longtemps se dédouaner d'un manque de transparence quant à l'origine, le début et l'impact de cette catastrophe planétaire, la première du genre, jusqu'alors inédite par son ampleur. Première du genre, sans nul doute elle ne sera pas la dernière.

La pandémie était pourtant inscrite dans le paradigme chinois. Une Chine de la façade globalisée a toujours caché une Chine du second plan, de l'arrière scène, celle que le développement effréné, elle a broyé la Chine de la promiscuité, des travailleurs de l'usine du monde concentrés dans des espaces contigües à salubrité catastrophique.

Le miracle chinois a ses soutiers et son angle mort. Ce sont ses pollutions, ses accidents industriels trop vite cachés, ses flexibilités salariales de masse, sa production agro-alimentaire qui pose des questions.

Ces risques minorés dans les analyses géo-économiques et dans les études stratégiques, se rappellent à Pékin et se rappellent au reste du monde qui a consenti à faire de la Chine le modèle du XXIe siècle.

La Chine a consommé en trente ans de développement plus d'espace, d'intrants que les Etats-Unis n'en ont consommés en soixante ans. La pression chinoise sur les écosystèmes de l'Empire du milieu et ceux du monde, s'est muée déjà en une catastrophe écologique avant que la pandémie actuelle ne vienne clore certainement, le chapitre des émergences.

Le modèle chinois si bien fêté par nombre de laudateurs, avait déjà son côté sombre social, écologique et sanitaire. Le COVID19 est né de ce modèle est fait de promiscuités, de proximités avec des espèces sauvages, le SRAS fut une alerte forte, et un prototype négligés à l'époque, le COVID19 est annonciateur de risques globaux, si rien n'est entrepris. La prédation des espaces et des espèces, peut être locale, elle peut avoir un impact planétaire. Si ce modèle devait perdurer, des épisodes de ce type pourraient se répéter et se combiner. Le COVID 19, sera aussi la première grande défaite chinoise depuis 1989 et le massacre de Tienanmen.

Comme l'URSS au moment de la catastrophe de Tchernobyl, le pouvoir chinois a très certainement attendu longtemps avant d'alerter le monde de la catastrophe sanitaire résultant d'une trop forte proximité sociale, urbanistique et surtout résultant de la consommation d'animaux sauvages. La catastrophe s'est construite sur les failles d'un système sanitaire chinois insuffisant, très certainement en faiblesse structurelle, en tout cas en ce qui concerne les alertes précoces.

Le modèle chinois de l'alerte précoce, ressemble étrangement à celui de la défunte URSS. Les alertes devaient d'abord passer par le tamis politique avant d'être portée aux citoyens et au reste du monde. C'est dans le rapport entre la gestion technique des premières contaminations et l'information des populations locale et de l'OMS que s'est joué le drame planétaire. Certainement un retard volontaire par soucis de colmatage des brèches et des fissures du système local de santé.

La défaillance informationnelle, la culture de la dissimulation chinoise est comparable à celle qui a prévalu à Tchernobyl, lorsque le pouvoir soviétique avait dissimulé l'ampleur de la catastrophe à sa propre population et au reste du monde. Pékin a agit comme tout pouvoir totalitaire. Faire croire à la maîtrise des évènements, à défaut de pouvoir les circonscrire techniquement.

Ce qui est en cause aussi, ce sont simplement les carences d'un système certes, sécuritairement tatillon, voire totalitaire, mais qui était dans la réalité des faits, dans l'incapacité de pourvoir à sa population la nécessaire protection en temps de crise. C'est sur ce type de failles que les systèmes totalitaires ont toujours trébuché.

Bien plus profondément, c'est l'émergence chinoise qui nous interroge désormais.

Est-il raisonnable de concentrer dans un seul pays ce qui peut relever peu ou prou de la sécurité économique et sanitaire du monde entier ? Les principes actifs, les produits pharmaceutiques, le matériel médical, une partie de la chimie des réactifs, sont localisés majoritairement en Chine.

Une position de monopole qui n'est pas fortuite, elle n'est pas que la résultante du jeu d'une globalisation ou d'un capitalisme mû par la dictature du faible coût. Cette concentration est d'abord une politique de Pékin. La recherche de la position la plus forte possible est une quête assez classique dans la course à la puissance. Les pays occidentaux l'avaient pratiquée, les européens d'abord, Etats-Unis aussi, la Chine aujourd'hui.

Mais ce qui distingue la période actuelle c'est la concentration rapide des potentiels de production, des chaînes de valeur comme on se plaît à le dire. C'était une force du modèle chinois, c'est désormais une de ses failles. La santé et la sécurité sanitaire du monde entier dépendent désormais d'un seul offreur de masques chirurgicaux, un seul opérateur pour les instruments médicaux.

Le réveil est douloureux, voir cauchemaresque. Le monde vient de prendre conscience, soudain de sa dépendance vis-à-vis d'un seul pays. C'est un fait inédit dans l'histoire sanitaire du monde.

Une catastrophe inscrite dans les flux.

La course du virus autour du monde fut étonnement rapide, plus rapide que celle du SRAS, du SRAS MERS ou celle du H1N1. Elle a surpris par sa rapidité. Le passage de la Chine à l'Europe et puis vers le reste du monde s'est fait parallèlement aux flux commerciaux. Certes, les vecteurs de circulation ont été les mêmes que ceux qui ont permis au SRAS de diffuseur autour de la planète. Mais entre l'épidémie du SRAS et celle du COVID 19, il y a un écart. L'écart de l'expansion chinoise entre 2003 et 2020, il y a aussi l'écart des

connectivités économiques construites depuis entre la Chine et l'Europe, entre la province de Hubei, la Lombardie, la Vénétie italienne.

Il y a une vingtaine d'années, ces relations n'étaient pas si denses, la présence chinoise n'était pas si importante. Entre temps, non seulement la dépendance italienne, européenne vis-à-vis de la Chine a augmenté, mais c'est surtout l'augmentation du poids des fonds chinois pour nombre de régions et de d'activités en Europe. L'Italie, la Grèce, la France, le Royaume-Uni sont candidats aux nouvelles routes de la soie, mais pour nombre de secteurs, ces pays sont dépendants du marché chinois et des accords de coopération avec la Chine. Est-il nécessaire de rappeler le cas d'Airbus. La dépendance américaine n'est pas moins forte, au contraire.

Si la pandémie a démarré d'abord en Italie, dans des régions fortement liées aux flux chinois, ce n'est certainement pas un hasard. La cinétique de la pandémie va alors suivre les circuits des déplacements de personnes à travers l'Europe. Très certainement, un circuit similaire expliquerait l'arrivée de la pandémie aux Etats-Unis. La coïncidence entre flux commerciaux et touristiques avec les routes de la pandémie est à ce titre illustrative de la cinétique des risques du vivant à travers le monde.

La fin de « l'émergence » comme concept et comme processus.

Il y a si peu on louait les BRICS avec un Robert Ward en théoricien de l'émergence. Vingt ans plus tard que reste-t-il du concept ? Aux décrochages multiples et variés on pourra désormais rajouter une ligne au passif de la Chine. Plus fondamentalement, si l'émergence est construite autour d'une équation de la production, sur une équation du coût et sur une structure des chaînes de valeurs, alors on peut dire qu'elle (l'émergence) comporte une première faille majeure. Dès Fukushima, nous avons pu observer l'impact d'un événement fulgurant et imprévisible sur une machine de production globalisée sur une chaîne logistique étirée aux dimensions de la planète. La seconde faille vient de la trop forte dépendance dans certains secteurs vis-à-vis d'un seul offreur. L'industrie pharmaceutique est cino et indo dépendante, ceci est un fait indéniable. Les rescapés de l'émergence, principalement la Chine, ont transféré au monde globalisé une partie de leurs failles et des risques et induits par leur modèle de développement.

Cette émergence est dépendante de la configuration des rapports économiques mondiaux. Ainsi, si la conscience de leur dépendance vis-à-vis de la Chine devait conduire certains pays, essentiellement les pays européens, à essayer d'en atténuer l'impact sur leur sécurité économique et sanitaire, c'est tout le concept d'émergence qui sera remis en question. Or, ce que cette crise révèle, c'est l'extrême concentration de l'industrie mondiale des médicaments et des dispositifs de santé. La course aux coûts les plus bas, les normes environnementales, pourraient expliquer partiellement une telle situation.

Dans le sillage de la catastrophe, des tentatives de relocalisation voient le jour. Le rapatriement vers l'Europe, voire la création ex-nihilo de capacités de production de dispositifs médicaux sonnera comme le début sinon du démantèlement, du moins de la limitation d'une délocalisation vers la Chine, trop vite acceptée au détriment de la sécurité des pays européens et du reste du monde. A la stratégie de la longue distance et de l'étirement des chaînes de valeur, succèdera certainement une stratégie de la courte distance.

Ce mouvement pourrait ne pas concerner uniquement le secteur médical et pharmaceutique.

Dans l'après crise, au lendemain du redémarrage des économies des principaux pays, la dépendance vis-à-vis de la Chine sera encore plus visible. D'autres secteurs pourraient être tentés par une relocalisation ou par l'atténuation de la dépendance vis-à-vis de la Chine.

Le réveil des Etats et des acteurs politiques sera plus douloureux qu'après les crises économiques si souvent citées en référence, 1929, 2008. Le COVID19 n'a pas atteint que la machine économique. Il a frappé le pacte de sécurité au cœur du politique. C'est désormais le modèle de gouvernance, la philosophie politico-économique des trente dernières années qui se trouvent remis en question. En Europe, aux Etats-Unis et dans le reste du monde. On peut même se hasarder à affirmer que cette remise en question atteint l'action des organisations internationales.

La fin d'un mode de gouvernance

Soudain, les acteurs politiques commencent à parler du « monde d'après », du « monde post-COVID19 », comme s'il s'agit de conjurer un sort, d'expier des fautes. Un réflexe si bien décrit par Mary Douglas.

Sans oser le dire, on commence presque à parler d'une « alternative » à une mondialisation qui débouche sur une impasse, qui était prévisible et largement décrite dans la littérature des risques et des catastrophes.

Gualde, Beck, Diamond, Douglas, Guiddens, Anders bien avant eux, avaient pratiquement souligné le caractère inéluctable d'une telle issue si rien n'était entrepris. Mais ce que cette catastrophe planétaire souligne c'est l'extrême fragilité sécuritaire (l'expression est faible) des pays développés, c'est aussi le délabrement des systèmes de santé des pays les plus pauvres. C'est un constat lapidaire.

Les pays occidentaux, même ceux qui disposaient encore, il y a si peu d'un Etat-Providence et d'un maillage sanitaire dense de leurs populations, sont apparus désormais en situation de rupture sanitaire face à une vague épidémique certes sans précédent, mais qui a mis la lumière sur les failles béantes des systèmes de santé.

Si un pays comme la France a relativement bien résisté, l'Italie a connu un naufrage sanitaire qui laissera des traces.

Sans doute faudrait-il se pencher sur la combinaison des variables multiples explicatives du drame italien : cohabitation générationnelle très forte, faiblesses de la médecine préventive, absence de couverture sociale à hauteur de l'impact de l'économie informelle, délitement du lien entre le travail et la santé construit au lendemain de la deuxième guerre mondiale.

L'Espagne a elle aussi souffert des mêmes maux, sur fond de crises économiques successives accentuant les promiscuités sociales et les contigüités urbanistiques. Le Royaume-Uni est quant à lui dans la trajectoire d'une crise majeure explicable majoritairement par le délabrement du système de santé initié par Madame Thatcher et poursuivi ensuite par l'ensemble des majorités au pouvoir.

Ces expériences montrent à l'envie, que la flexibilisation du travail, le resserrement des dépenses publiques dans le domaine de la santé expliquent l'affaïssement prévisible de la

santé-sécurité des populations.

Plus fondamentalement, bien qu'affirmée avec insistance depuis 2001, l'élargissement des sécurités, dans le sillage du 11 septembre s'est arrêté aux portes des systèmes de santé. On a bien sûr évoqué la sécurité sanitaire dans le sillage des crises sérielles des années 1990 (vache folle, hormone de croissance, farines animales, etc), mais les pandémies majeures sont restées au stade de l'hypothèse sans traduction opérationnelle réelle. La lutte contre le terrorisme, le bioterrorisme, le cyber-terrorisme et toutes les déclinaisons de la guerre contre les réseaux de la terreur ont été envisagées, simulées, documentées.

Rien ou presque sur trois domaines importants : le caractère déstructurant des pandémies, le caractère systémique des risques climatiques, la perte de capacité dans des domaines scientifiques et industriels stratégiques. Or, ces trois domaines constituent des déterminants fondamentaux de la sécurité au même titre que la défense ou la sécurité intérieure.

La faiblesse sanitaire américaine, révélée par la catastrophe du COVID19 montre non seulement une faille, mais surtout que les Etats-Unis n'ont rien entrepris depuis Katrina dans le domaine de la sécurisation des existences de leurs citoyens. La dépendance de la Chine dans des activités qui, sans être de haute technologie, conditionnent la sécurité des pays, montre le processus de perte de capacité des pays les plus développés. Une perte de capacité qu'expliquent les désinvestissements publics en matière de R-D, de politique d'innovation, désinvestissements dans les domaines de la santé et du lien social.

A la périphérie, les choses sont encore plus dramatiques. Vu depuis les pays du Sud, émergents ou pas, le COVID19 est révélateur de l'état de délabrement de presque la totalité des systèmes de santé, sans exception aucune. Hormis peut être les pays riches du Golfe, qui avait déjà pris la mesure de ces pandémies à travers le COV MERS.

Les autres pays arabes sont dans l'incapacité structurelle de faire face à une catastrophe d'une grande ampleur, à imposer un confinement voire même à anticiper les incidences sociales et économiques d'un tel épisode. Là aussi, le désinvestissement, la fuite des cerveaux, l'absence d'une culture de sécurité sanitaire, environnementale font craindre le pire, si cette pandémie devait durer ou qu'elle devait devenir saisonnière. Le COVID19 a révélé aussi le gouffre béant de la santé en Afrique, c'est un naufrage collectif.

L'Inde étale ses incapacités et participe ainsi à une relecture « réaliste » du concept et du processus d'émergence. Le Brésil fait face à un double naufrage : celui de son modèle économique, mais aussi celui de son Président Bolsonaro, figé dans un déni avant d'accepter de reconnaître qu'il engageait son pays dans une voie dangereuse.

Le COVID19 a atteint parfois le cœur sécuritaire des Etats les plus puissants.

On se rappellera encore longtemps de la contamination des marins du l'USS Théodore Roosevelt, empêché d'accoster à Guam pour secourir les marins et qui voit son commandant relevé de ses fonctions au nom de la continuité opérationnelle. Le COVID19 s'invite alors à la table des états-majors, comme jadis la grippe espagnole durant les derniers épisodes de la première guerre mondiale.

Plus inquiétant l'hypothèse maintes fois soulevée d'une contamination de la chaîne sécuritaire d'un pays : policier, soignants producteurs. Certes dans les pays disposant d'une capacité de résilience, l'impact de ces contaminations peut être minimisé. Tel ne sera pas le

cas des pays les moins structurés et les moins dotés.

Enfin, si la crise devait durer, la tension sur les marchés mondiaux de produits de santé et de denrées alimentaires menace de transformer la pandémie en émeutes de la faim, soulignant ainsi la solidarité des causes et des conséquences des pandémies. Un lien qui va inévitablement transférer la crise de l'espace sanitaire vers le domaine sécuritaire, voire militaire.

Le retour du stratégique.

Cette crise met à nu les carences des systèmes de gouvernance, ceux construits autour du « moins d'Etat », ceux construits autour des transferts multiples vers des acteurs non-étatiques, vers des partenariats publics-privés de pans entiers des services publics, ceux qui entrent dans le cadre de ce qu'on pourrait appeler le « pacte de sécurité » et qui forment « la sécurité des existences des populations » : la sécurité sanitaire, la sécurité alimentaire, la sécurité environnementale, la continuité des approvisionnements en produits stratégiques et au premier chef les produits de santé.

Le COVID19 pose clairement la nécessité de reconstruire un Etat providence, un Etat stratège pour des industries et des activités stratégiques de continuité de l'Etat et de la société. Il invite à revoir les doctrines de sécurisation des pays, des sociétés et des Etats.

La santé, l'eau, les dispositifs médicaux, les installations hospitalières, la R-D dans les domaines liés à la santé et à la sécurité des populations doivent être reconstruites sanctuarisés.

C'est uniquement à cette condition qu'on pourra éviter un rebond épidémique et qu'on pourra éviter qu'une crise sanitaire se transforme en une crise d'un système économique, politique et sécuritaire.